



Fédération CFTC « Commerces, services
et force de vente »
34, quai de la Loire
75019 PARIS



A l'attention de Patrick ERTZ

Paris, le 4 juin 2018

Lettre recommandée avec AR

**OBJET : CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU COMMERCE DE DETAIL ET DE GROS A PREDOMINANCE ALIMENTAIRE
Notification de l'avenant n° 65 du 16 mars 2018**

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire original de l'avenant n° 65 à la Convention Collective Nationale du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire en date du 16 mars 2018.

Le présent avenant a pour objet de réécrire le titre II de la Convention collective nationale précitée, à droit constant, dans le but de tenir compte des évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis l'entrée en vigueur de ses dispositions et d'améliorer sa lisibilité.

Il est signé, du côté patronal, par notre Fédération et, pour les salariés, par votre organisation ainsi que par la FGTA-FO, la CFDT (Fédération des services) et la CFE-CGC (Fédération agro-alimentaire).

La présente notification aux organisations représentatives ouvre le délai légal d'opposition de 15 jours prévu par les articles L.2232-7 et L.2231-8 du Code du travail.

A l'expiration de ce délai, l'avenant susvisé pourra être déposé et son extension sollicitée auprès du ministère du travail.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Renaud GIROUDET

**Directeur Affaires Sociales,
Emploi et Formation**

Fédération du Commerce et de la Distribution

12 rue Euler - 75008 Paris

Tel : 01 44 43 99 00 | Fax : 01 47 20 53 53

info@fecd.eu | www.fcd.asso.fr | www.fcd-leblog.fr

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE
DU COMMERCE DE DÉTAIL ET DE GROS À PRÉDOMINANCE ALIMENTAIRE

AVENANT N° 65 DU 16 MARS 2018
PORTANT REECRITURE DU TITRE II DE LA CCN

Preamble

Le présent accord s'inscrit dans le cadre d'une réécriture des dispositions de la Convention Collective Nationale du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, décidée par les partenaires sociaux de la branche dans un objectif d'adaptation de la convention aux évolutions des dispositions législatives et réglementaires et d'amélioration de l'accès au droit – en particulier en rationalisant l'articulation des dispositions et en identifiant aussi distinctement que possible l'origine, conventionnelle ou légale, de chacune.


Cette réécriture s'effectue en plusieurs étapes, le titre II de la Convention collective nationale relatif au droit syndical et institutions représentatives du personnel constituant la première d'entre elles.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de réécrire le titre II de la Convention Collective Nationale du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire du 12 juillet 2001, à droit constant, dans le but d'une part de tenir compte des évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis l'entrée en vigueur de ses dispositions, et d'autre part, d'améliorer sa lisibilité.

ARTICLE 2 – RÉÉCRITURE À DROIT CONSTANT DU TITRE II DE LA CONVENTION COLLECTIVE DU COMMERCE DE DÉTAIL ET DE GROS À PRÉDOMINANCE ALIMENTAIRE

Le titre II de la Convention collective du Commerce de détail et de gros est désormais rédigé comme suit :



« TITRE II – DROIT SYNDICAL ET INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL

ARTICLE 2-1 – EXERCICE DU DROIT SYNDICAL DANS LES ENTREPRISES

L'exercice du droit syndical est reconnu dans toutes les entreprises dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution et par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En particulier, les entreprises doivent veiller à l'égalité de progression de carrière des militants syndicaux, au respect de l'égalité de traitement en matière de rémunération et de formation continue entre les salariés titulaires d'un mandat de négociation et les autres salariés.

Chaque délégué syndical ou représentant désigné par son organisation syndicale, dispose du temps nécessaire à l'exercice de ses fonctions dans les limites et selon les modalités fixées par les dispositions législatives en vigueur. La loi prévoit que les heures de délégation sont considérées comme du temps de travail effectif.

Les salariés désirant participer à des stages ou sessions de formation économique et sociale ou de formation syndicale peuvent bénéficier, sur leur demande, d'un ou plusieurs congés. Ces congés sont accordés et rémunérés dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 2-2 – CONDITIONS D'EXERCICE DES MANDATS SYNDICAUX AU NIVEAU DE LA BRANCHE

2-2.1 Réunions statutaires

Les salariés syndiqués pourvus d'un mandat régulier de leur organisation syndicale représentative pourront bénéficier d'autorisations d'absence pour assister aux réunions statutaires de celle-ci, sur présentation d'une convocation écrite nominative, et dans la limite de 3 semaines dans l'année pour un même salarié. Le temps passé en réunion est comptabilisé dans la limite de 7 H par jour.

2-2.2 Commissions paritaires de la profession

Les commissions paritaires de la branche sont constituées à part égale de représentants des organisations des employeurs et des organisations de salariés représentatives dans le champ d'application considéré, en application des articles L. 2122-5 et 2122-7 du Code du travail.

Des autorisations d'absence seront accordées aux salariés qui participeront à des commissions paritaires de la profession constituées entre organisations d'employeurs et de salariés, dans la limite prévue par les dispositions propres à chacune de ces commissions.

AM 6
FL 2 UT
S

Dans ce cas, le temps de travail non effectué sera payé par l'employeur comme temps de travail effectif ; l'employeur prendra également à sa charge les frais de transport et de séjour, au taux et conditions fixés dans chaque entreprise, ou, à défaut de règles dans l'entreprise, conformément aux dispositions prévues pour les membres siégeant en Commission paritaire nationale de conciliation.

2-2.3 Mandat personnel

Des autorisations d'absence seront également accordées aux salariés appelés à siéger régulièrement en vertu d'un mandat personnel dans les organismes officiels.

Sauf dispositions législatives contraires, le temps de travail non effectué ne sera rémunéré par l'employeur que si les organismes intéressent directement la profession et déduction faite des indemnités que les travailleurs pourraient percevoir au titre de leur participation.

ARTICLE 2-3 – INSTITUTIONS REPRESENTATIVES DU PERSONNEL

Les dispositions relatives au comité social et économique, ou dans l'attente de la mise en place de celui-ci, celles relatives aux délégués du personnel, aux comités d'entreprise, au CHSCT, sont celles prévues par la législation en vigueur, complétées le cas échéant, par des accords conclus au sein des entreprises (accord d'entreprise, d'établissement, de groupe,...).

Il en va notamment ainsi des modalités d'organisation des élections, de la protection contre le licenciement, du financement des activités sociales et culturelles. »

ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée ; il entre en vigueur à compter de son dépôt auprès de la Direction générale du travail.

ARTICLE 4 - PUBLICITE

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la Direction des Relations du Travail – Dépôt des accords – 39/43, quai André Citroën – 75902 PARIS cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

S FL 3  h

ARTICLE 5 - EXTENSION

Les parties signataires conviennent de demander sans délai l'extension du présent avenant, la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 16 mars 2018.

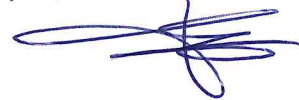
FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU COMMERCE
ET DE LA DISTRIBUTION
12, rue Euler, 75008 PARIS



FÉDÉRATION DES SERVICES CFDT
14, rue Scandicci, 93508 PANTIN



FÉDÉRATION AGRO-ALIMENTAIRE CFE-CGC
26, rue du Naples, 75008 PARIS



FÉDÉRATION CFTC "COMMERCE, SERVICES
ET FORCE DE VENTE"
34, quai de la Loire, 75019 PARIS



FÉDÉRATION DES PERSONNELS DU COMMERCE,
DE LA DISTRIBUTION ET DES SERVICES CGT
263, rue de Paris, 93514 MONTREUIL CEDEX

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE
L'ALIMENTATION, DES TABACS ET ALLUMETTES
& DES SECTEURS ANNEXES FO
7, passage Tenaille, 75014 PARIS

